



Le **GREAF** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 043

" Réfléchir à changer "

Juillet 2014

Auteurs et victimes du conflit du Nord



Massa Coulibaly, Fatoumata Sow, Djénéba Diarra

Editorial



A peine une année après le déclenchement de la guerre en janvier 2013, les maliens se sont prononcés dans une enquête Afrobaromètre autant sur les victimes que sur les auteurs présumés du conflit et du chaos qui l'a précédé une autre année durant auparavant. Menée en décembre 2013/janvier 2014 sur toute l'étendu du territoire national, l'enquête a produit des données dont le traitement permet ici de situer un tant soit peu les responsabilités et conséquences dans les événements d'occupation et de conflit du Nord.

Les trois premiers responsables des événements d'occupation et de conflit du Nord sont les terroristes étrangers, l'Etat et les dirigeants politiques et les puissances étrangères dans leur convoitise des ressources naturelles.

Parmi les conséquences du conflit figurent le déplacement interne de population, estimé à environ 6% dont près de la moitié étaient de retour au moment de l'enquête (46%) et 2 sur 5 avec intention de retourner, le reste n'ayant pas l'intention de retourner au bercail. Les maliens ont été affectés par le conflit dans les proportions de 15% personnellement et 23% à travers des membres de leurs familles. Un malien sur vingt déclare avoir perdu (mort d'homme) un membre de sa famille.

Massa Coulibaly

Introduction

Les acteurs du conflit sont triés d'après les questions relatives aux raisons des événements récents d'occupation et de conflit du Nord, pour ce qui est des auteurs et identifiés comme étant ceux qui déclarent en avoir été affectés d'une manière ou d'une autre, pour ce qui est des victimes. Cette seconde classe d'acteurs se décompose à son tour en déplacés internes, en affectés directs et indirects et finalement ceux déclarant avoir des familles qui en ont souffert par mort de membres.

1. Auteurs présumés

Interrogés sur les principales raisons de l'occupation et du conflit du Nord, les maliens incriminent en tout premier les terroristes étrangers qui écumaient tout le septentrion du pays en 2012 et ont mis sous contrôle les populations de cet espace soustrait de l'autorité de l'Etat central du Mali. Ce premier rang des terroristes est observé dans toutes les régions à l'exception de Kidal où ils n'occupent que la troisième place, après les dirigeants politiques et la corruption, en un mot l'incompétence de la classe dirigeante malienne sans doute empêtrée dans la corruption.

De façon générale, les principaux auteurs des événements du Nord demeurent les terroristes, les puissances étrangères, l'Etat et les dirigeants politiques du pays, ces deux derniers étant accusés de corruption, de faiblesse et d'incompétence face à leurs responsabilités régaliennes. Dans ce tableau, les militaires ne sont pas perçus comme étant fautifs du chaos, pas plus l'armée que les auteurs du coup d'Etat du 22 mars 2012. Mais en remontant vers le Nord, leur responsabilité est de plus en plus engagée, 70% des répondants de Mopti (contre une moyenne nationale de 55%), 73% pour Tombouctou (devant les puissances étrangères), 79% à Gao (même niveau que la classe politique) et 83% à Kidal (même score que l'Etat dans son ensemble). Il n'y a pas d'effet éducationnel sur l'accusation plus ou moins faible des militaires comme responsables du chaos 51 à 56% des répondants loin derrière tous les autres auteurs présumés.

Tableau 1. Auteurs présumés de l'occupation et du conflit du Nord par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Terroristes étrangers	86	91	93	97	91	96	95	95	88	92
Corruption	76	81	89	86	79	79	95	97	77	82
Puissances étrangères	72	74	92	87	78	71	72	73	81	80
Etat	67	80	83	82	75	80	94	83	80	79
Dirigeants politiques	72	75	82	84	70	62	94	97	73	76
Administration publique	67	73	79	75	69	63	87	87	65	72
Classe politique	65	69	69	72	56	50	79	78	68	66
Sous-développement	53	45	75	63	66	77	89	78	55	62
Militaires	50	39	62	50	70	73	79	83	45	55

Après l'unanimité quant à la responsabilité première des terroristes étrangers, les dénonciations d'auteurs présumés varient selon que l'on soit des zones jadis occupées ou non. Ainsi pour les répondants des zones jadis sous occupation jihadiste, la responsabilité de l'Etat ou des dirigeants politiques ainsi que la corruption ou encore le sous-développement des régions du Nord surclasse le rôle présumé des puissances étrangères. Pour ces citoyens, le coup d'Etat est autant responsable que les puissances étrangères dans leur convoitise des ressources du pays.

Tableau 2. Auteurs présumés de l'occupation et du conflit du Nord par zone (en %)

	Non occupées	Occupées	Total
Terroristes étrangers	91	95	92
Corruption	82	85	82
Puissances étrangères	81	74	80
Etat	78	86	79
Dirigeants politiques	77	75	76
Administration publique	72	72	72
Classe politique	67	58	66
Sous-développement	59	79	62
Militaires	52	74	55

2. Les victimes IDP

Dans la catégorie des victimes figurent les personnes déclarant être ou avoir été déplacées en raisons des événements récents d'occupation et de conflit du Nord. Les IDP (Internal displaced people) ou personnes déplacées internes représentent environ 6% de la population des adultes (18 ans et plus), à raison de 22% en zones jadis occupées contre 3% ailleurs. On en a enregistré dans toutes les régions du pays à l'exception de Kayes et de Sikasso¹. Comme il fallait s'y attendre, les 3 régions du Nord fournissent les plus grands contingents tout au moins en terme de prévalence, 22% de la population adulte de Gao, 30% à Kidal et 35% à Tombouctou. En moyenne, il y aurait légèrement plus de femmes déplacées que d'hommes (6% contre 5%), plus d'urbains que de ruraux (plus que du simple au double, avec 4% de ruraux contre 9% d'urbains). La prévalence augmente autant avec l'âge qu'avec le niveau d'éducation (de 4% pour aucun niveau à 7% pour le supérieur en passant par les 12% secondaire et 6% primaire).

Par groupe d'âge, les 18-24 ans enregistrent le plus fort taux de déplacés, 8% contre 4% pour les 35-44 ans ou encore les 55-64 ans, avec autant de proportions de déplacés parmi les 25-34 ans que parmi les 45-54 ans, 6% chacun des deux groupes d'âge. A partir de 65 ans, le taux est de 3% pour être nul au-delà de 74 ans.

Dans la population des déplacés internes, l'enquête a distingué trois configurations, à savoir les déplacés de retour, les déplacés non de retour avec l'intention de le faire et les déplacés non de retour et sans l'intention de s'y résoudre à le faire. La première configuration était en janvier 2014 la plus populaire (46% des déplacés) contre 14% pour la dernière et le reste pour la seconde. Les taux de retour les plus élevés sont observés dans les régions du Nord (74% à Kidal, 87% à Gao et 95% à Tombouctou) et donc dans les zones jadis occupées (91%), parmi les ruraux (64% contre 19% pour les urbains) ainsi que les hommes (59% contre 35 pour les femmes). Il est à noter qu'aucun déplacé de Koulikoro, Ségou ou Bamako n'est de retour, tout simplement parce que ces régions n'ont pas produit de déplacés mais en ont accueilli. Les 4 régions d'origine des déplacés sont celles avec des zones jadis sous occupation jihadiste, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. Curieusement à Kidal, il n'a été enregistré aucun déplacé qui n'ait pas l'intention de retour dans sa zone d'origine.

¹ Etant donné un échantillon aléatoire national de 2'067 adultes, 118 IDP constituent 5.7% de la population du Mali. Le pays compte environ 16 millions d'habitants en juillet 2013 dont 43% (soit 6.88 millions) âgés de 18 ans et plus. Ces chiffres conduisent à une estimation de 392'000 populations déplacées, ce qui représente une approximation raisonnable de 350'000 estimée par le Haut conseil aux réfugiés des Nations unies comme étant la population IDP en juin 2013

Tableau 3. Répartition des déplacés internes par région (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
IDP de retour	0	0	0	0	15	95	87	74	0	46
IDP avec intention de retour	0	61	0	75	76	4	8	26	75	40
IDP sans intention de retour	0	39	0	25	9	1	5	0	25	14

Quand on regarde par région d'origine des déplacés, le plus gros contingent est originaire de Tombouctou (53% du total) devant Gao (33%), Mopti et Kidal fournissant chacune 7% des déplacés enquêtés dans le pays. De même, Tombouctou enregistre le plus fort taux de retour, suivie de Gao (39%) puis Kidal (32%) et Mopti (19%).

Tableau 4. Situation de retour des déplacés dans leurs régions d'origine (en %)

	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Total
IDP de retour	19	55	39	32	46
IDP avec intention de retour	37	37	50	24	40
IDP sans intention de retour	44	8	12	44	14

3. Les personnes affectées

Interrogés de savoir s'ils ont été ou non directement affectés par les événements d'occupation et de conflit du Nord, 15% des maliens répondent par l'affirmative, à raison de 55% dans les zones jadis occupées contre 10% dans le reste du territoire national. Les urbains ont été proportionnellement plus affectés que les ruraux, les jeunes plus que leurs aînés, les plus éduqués plus que les autres, les musulmans légèrement plus que les non musulmans.

Evidemment les régions les plus affectées demeurent celles du Nord et bien sûr Mopti à la frontière du septentrion et du reste du Mali. Toute proportion gardée, Kidal est la région la plus affectée suivie de Gao et Tombouctou dont on ne sait presque pas qui surclasse qui étant donné qu'il y a proportionnellement plus de victimes directes à Tombouctou mais plus de victimes indirectes à Gao.

Tableau 5. Etre ou avoir été affecté par le conflit (en %)

	Personnellement	A travers un membre de la famille	
Région	Kayes	0	8
	Koulikoro	10	14
	Sikasso	8	9
	Ségou	5	13
	Mopti	25	43
	Tombouctou	62	75
	Gao	79	65
	Kidal	83	87
	Bamako	12	25
Milieu	Urbain	16	29
	Rural	15	21
Zones	Non occupées	10	18
	Occupées	55	62
Total	15	23	

A la question de savoir si un membre de leurs familles a perdu la vie lors des événements récents d'occupation et de conflit du Nord, 5% des personnes interrogées ont indiqué que oui, avec 6% des femmes contre 4% des hommes, 7% des urbains pour 4% des ruraux. Les cas signalés de mort d'hommes sont plus fréquents à Kidal (23% des personnes interrogées), Tombouctou (15%), Gao (9%) et Mopti (8%), tandis qu'à Sikasso, le taux de 1%.